



Les Palestiniens inquiets de la participation de deux sociétés françaises dans le projet de tramway à Jérusalem

Par [AL-QUDS Al-Arabi](#)

Mondialisation.ca, 17 octobre 2005

Association France-Palestine (article original en arabe) 15 octobre 2005

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le président palestinien, Mahmoud Abbas et son Ministre des Affaires étrangères sont aujourd'hui à Paris où ils rencontreront le président Chirac et exprimeront leur « profonde inquiétude » quant à la participation de deux sociétés françaises à la construction d'un tramway dans Jérusalem-est occupée.

Pendant sa rencontre jeudi avec le Consul général de France à Jérusalem, Alain Rémy, Al-Qudwa a exprimé sa « profonde inquiétude de la réalisation par deux sociétés françaises de la ligne de tramway dans des colonies illégales, pour les rattacher à Jérusalem-ouest » d'après un communiqué du Ministère des Affaires étrangères.

Le communiqué, rapporté par l'agence de presse palestinienne WAFA, ajoute que la participation des deux sociétés françaises dans le projet « est contraire au droit international et aux engagements des pays signataires de la 4ème Convention de Genève ».

Les sociétés françaises ALSTHOM et CONNEXE font partie d'un consortium qui a été retenu par les autorités israéliennes en 2002 pour la réalisation du projet de tramway de Jérusalem qui reliera les quartiers de colonisation de « Pesgat Zeev » et la colline française (French Hill) tous deux situés dans la partie Est occupée de la ville. Les sociétés ALSTHOM et CONNEXE participeront avec une société israélienne à la réalisation du projet dont le coût est estimé à 400 millions d'Euros.

L'exploitation de la ligne doit commencer en 2008.

Dans une rencontre avec l'Agence France Presse, Al-Qudwa a assuré que la participation des deux sociétés françaises dans ce projet sera parmi les sujets qui seront abordés par le président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, pendant sa visite en France, lundi ou mardi prochains pendant laquelle il rencontrera le Président Jacques Chirac.

Al-Qudwa de rajouter « Ceci constitue un problème sérieux car il est contraire au Droit International et le gouvernement français a des obligations juridiques très claires dans ce domaine ».

Al Quds al Arabi- Volume 17 - N° 5098 - Samedi/dimanche 15/16 octobre 2005

traduction de l'arabe, SQ, Afps

chapeau : C. Léostic, Afp

Articles Par : [AL-QUDS Al-Arabi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca